

Convictions

Bulletin de l'Association
MichelROCARD.org



n° 18 - mars 2020

8 mars : Michel Rocard et les droits des femmes



Le long chemin de l'émancipation des femmes et de la conquête de leurs droits - depuis le vote en 1944 - a vécu une accélération sensible dans les années 1980.

Quelle était la situation lorsque Michel Rocard est arrivé à Matignon en 1988 ?

La présence des femmes tant à l'Assemblée Nationale (33/577) qu'au Sénat (9/319) était misérable. Il en était de même dans les exécutifs locaux même si les scrutins de listes dans les conseils municipaux avaient permis d'enregistrer des avancées.

Dans le domaine de l'orientation des filles, des professions et des niveaux de salaires, nous étions loin de l'égalité. A l'époque l'on remarquait que 300 métiers s'offraient aux garçons pour 30 aux filles. La notion de salaire d'appoint des femmes avait la peau dure. Pour ce qui concerne la dignité, si les droits à la contraception et à l'IVG étaient acquis dans la loi, des secteurs entiers restaient tabous et considérés comme relevant de la vie privée : violences dans les couples, inceste, viol n'étaient le combat que de certains mouvements féministes. Aussi faut-il saluer le choix de Michel Rocard de recréer un ministère des Droits des Femmes en juin 1988 et je reste fière d'avoir occupé ce poste, ministère à part entière rattaché à Matignon et pouvant mener des politiques publiques dans tous les domaines : travail, éducation, santé, justice, etc., faisant vivre le caractère interministériel de ce secteur.

Nous pouvions sortir enfin les femmes d'une démarche de minorité et prendre en compte les aspirations de la moitié

de la population vers la paix et le progrès, afin d'assurer protection quand c'est nécessaire, et émancipation réelle. Le ministère a retrouvé - parfois sur la forte volonté du Premier Ministre - des locaux et un budget dignes de ce nom.

Bien sûr, de nombreuses actions ont été menées en partenariat : ainsi d'un « plan Chômage » massif avec le ministère du travail, de l'orientation des filles avec le ministre de l'éducation nationale, du prix « Madame Commerce de France » avec le secteur « femmes » du CNPF, animé par Paulette Laubie, et le ministère de l'artisanat, qui voulait faire progresser aussi l'adoption de statuts des conjoints d'artisans et commerçants.

Nous avons réactivé le travail du conseil supérieur de l'égalité professionnelle en établissant un vrai partenariat avec les syndicats, et en particulier la CFDT où Nicole Notat avait créé un dynamique secteur « Femmes ».

Il faut se souvenir que ces politiques ont été soutenues par les instances européennes, où la députée européenne Marie-Claude Vayssade fut une partenaire exceptionnelle.

Le gouvernement Rocard peut être fier de son action dans d'autres domaines que je vais me contenter d'énumérer :

- Mise en place du fond de garantie pour les femmes créatrices d'entreprise, (investissement et trésorerie) : ce fonds dure encore, malgré la résistance inexplicable des banques à ses débuts...
- Acquis de la taille standard des femmes qui entrent dans la police ;
- Mission « dialogue dans les hôpitaux publics », avec Pascal Champvert, après un mouvement sans précédent des infirmières en demande de considération...
- Première campagne « Violences conjugales », déclinée dans les régions et les départements par un dynamique réseau de déléguées (à qui un statut avait été octroyé) et posant les bases des actions de formations de tous les intervenants tout en créant de nombreux lieux d'accueil ;
- Soutien important aux associations féministes CIDEF, Planning Familial - cher à Françoise Laurent -, culturelles et sportives, etc. : la navigatrice Isabelle Autissier a fait le tour du monde soutenue par le ministère...
- Prescription portée à 10 ans à partir de la majorité dans les cas d'inceste, grâce à un amendement de la députée Denise Cacheux. Aujourd'hui le délai a été reporté à 30 ans ;
- Citons bien sûr la création de la délégation régionale en Nouvelle-Calédonie quand la paix a été rétablie grâce à l'action du Premier Ministre.
- Une action importante sur le plan international de soutien aux femmes du Burkina Faso, étendu aux pays d'Afrique de l'Ouest, sur le combat contre l'excision.

Les journées du 8 mars où le Premier Ministre s'est impliqué ont permis de faire avancer les projets. L'incitation des partis politiques à engager plus de femmes dans les scrutins électoraux a fini par porter ses fruits après l'adoption de plusieurs lois. Saluons le choix de Michel Rocard, Premier Secrétaire du Parti socialiste, conduisant une liste paritaire aux élections européennes qui avait ouvert la voie.

Michèle ANDRE, Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre, chargée des Droits des femmes (1988-1991)



Michel Rocard et l'économie sociale et solidaire

L'Association MichelRocard.org a participé le 7 février au colloque « L'ESS : quelle histoire ? Dynamiques, méthodes et perspectives pour l'histoire de l'économie sociale et solidaire ». Elle a présenté une table ronde sur le thème : "La deuxième gauche et l'économie sociale et solidaire", rappelant l'action décisive de Michel Rocard en 1981 pour la reconnaissance politique et administrative de l'économie sociale, à laquelle ont participé : Alain Bergounioux, Nicole Alix, Scarlett Wilson-Courvoisier, Marcel



Une biographie de Michel Rocard, par Pierre-Emmanuel Guigo



Pierre-Emmanuel Guigo

Michel Rocard



Pierre-Emmanuel Guigo, membre du conseil scientifique de l'Association MichelRocard.org et maître de conférences à l'Université Paris Est Créteil, vient de publier aux éditions Perrin le 27 février "Michel Rocard", une biographie de l'ancien Premier ministre. Pierre Zémor, administrateur de l'association en fait ici la recension.

Mieux qu'un livre de plus sur Michel Rocard, la biographie écrite par Pierre-Emmanuel Guigo est le résultat du travail scrupuleux, durant une douzaine d'années, d'un jeune historien. Un mémoire publié, une thèse de doctorat étayée sur plusieurs gisements d'archives et de nombreux entretiens ont préparé cette publication.

L'auteur cite ses sources écrites ou orales et enrichit son récit de 700 notes. Ayant accompagné l'action et la communication de Michel Rocard, surtout entre 1974 et 1988, j'ai eu avec lui de multiples occasions d'échanges personnels, jusqu'à ces douze jours, fin septembre 2015, d'une croisière partagée en Arctique, au cours de laquelle nous avons "refait des matches". À de rares erreurs minimales près ou omissions, l'ouvrage de Pierre-Emmanuel Guigo est désormais une référence incontournable. On apprend beaucoup à sa lecture.



Agenda

- Colloque : "Michel Rocard et l'Europe", à Strasbourg (13 et 14 mai 2020), en partenariat avec l'Ecole nationale d'administration, l'Union européenne et la Fondation Jean-Jaurès

- Colloque : "1990 : du ministère des PTT à La Poste et France Telecom - Regards croisés sur une réforme exemplaire", à Paris (26 juin 2020), co-organisé avec le Comité pour l'histoire de La Poste, en partenariat avec La Poste, Orange et la Fondation Jean-Jaurès

Les formulaires d'inscription à ces deux colloques seront prochainement mis en ligne.

- Colloque sur Michel Rocard et la dimension territoriale de l'action publique (printemps 2021)

Pour l'ensemble de ces actions, nous avons besoin de votre soutien. Faites un don en ligne en cliquant sur le lien ci-dessus

Visitez le site

Michel**ROCARD**.org

SUIVEZ-NOUS

Le déroulement en huit chapitres a le mérite de la simplicité : les racines familiales (1) ; la militance sur fond de guerre d'Algérie (2) ; le PSU qui, avec l'ADELS et les GAM, ont été des laboratoires pour décoloniser la province et réfléchir sur les territoires (3) ; le destin présidentiel contrarié une première fois (1974-81) (4) ; à l'épreuve du pouvoir (1981-88) (5) ; le «triennat» Rocard (6) ; le candidat «rituel» (7) ; «Retraité ? non, moi jamais» (8).



Le chapitre (5) aurait pu se dédoubler : une première partie sur l'exercice du pouvoir (Plan-Aménagement du territoire-Agriculture, 1981-85) et une deuxième partie sur la tentation présidentielle (1985-88), sans minimiser la seconde néo-campagne qui a remobilisé des experts et développé les Clubs Convaincre, dont Pierre-Emmanuel Guigo fait une bonne analyse.

Le destin présidentiel de Michel Rocard a pu en effet lui offrir quatre rendez-vous. En 1969, il se présente à l'opinion. Pour 1981 et 1988, le rapport de forces au PS a été perdu au congrès de Metz. Avoir l'opinion de son côté ne suffit plus. La candidature de François Mitterrand est certaine et sa détermination durable, d'après ce que me confiait en 1975 Georges Dayan, son ami le plus proche.

Pierre-Emmanuel Guigo doute bien sûr des effets de la néo-campagne qui avait abouti en 1980 à l'euphorie rocardienne de Villeneuve-lès-Avignon et au bien trop solennel appel de Conflans. Quant à 1988, la seconde néo-campagne «au cas où...» se garde d'être agressive à l'égard du Président, mais entend rendre inévitable l'attribution de Matignon à Rocard.

Restait 1995. Pierre-Emmanuel Guigo montre comment cette chance est gâchée par un Rocard hésitant au sortir de Matignon, en dépit d'un bon bilan. Il plane, en mutation affective personnelle. Les conseils de Jacques Pilhan ont-ils été déstabilisants ? S'est-il agi de ménager François Mitterrand ou de faire avaler à Rocard d'être un très silencieux «génie des carpettes» ? Il faut reconnaître deux erreurs stratégiques, la prise de la direction du PS et la conduite de la liste pour les élections européennes. Au comité directeur du PS, le 3 avril 1993, je suis assis entre Michel Rocard et Jean-Paul Huchon, trop tard pour protester et faire valoir que maintenant la relation à l'opinion devient plus importante que le rapport de force au PS. Mais - tant pis ! – ce sera «le parti pris fossoyeur».

L'empathie sceptique de Pierre-Emmanuel Guigo le conduit à s'interroger sur le double visage de Michel Rocard.

Une face technique, apolitique - est-il dit par provocation dans l'introduction – qui s'inscrit dans un tropisme scientifique paternel. C'est la tentation de rationaliser la politique, de s'inspirer des entreprises dynamiques et de leur management. Autant de discussions passionnantes avec Claude Neuschwander dans les années 60 ou plus tard avec Roger Godino. Sont visités, souvent avec Michèle Legendre-Rocard, les travaux d'Edgar Morin et de sociologues, au premier rang desquels figurent Touraine, Rosanvallon, Crozier, Serres, Viveret...

L'autre face est l'implication partisane, formellement respectueuse du rôle des partis politiques, mais vivement critique des pratiques politiciennes, uniquement préoccupées de conquête des pouvoirs et inaptées à rechercher le compromis social ou à emprunter les voies de l'adhésion de la société à la réforme.

Pierre-Emmanuel Guigo écarte la schizophrénie du mystère Rocard. Michel Rocard tentait de concilier les approches. Sa modernité était métapolitique. Héritier du parler vrai et du dialogue ménéssien avec les citoyens, Michel Rocard aurait voulu gouverner avec la société. Ce qui ne signifie pas selon les sondages, ni via les réductions médiatiques, mais

en écoutant les attentes socio-culturelles et en recherchant la participation, voire la lucidité, des gens dans le débat public.

Le lecteur de tout ou partie de ces 384 pages sera reconnaissant à Pierre-Emmanuel Guigo de la reconstitution qu'il a faite du riche et complexe puzzle Michel Rocard.

Pierre ZEMOR

Une date, un moment...

Le 13 mars 1977 : Michel Rocard devenait maire de Conflans-Sainte-Honorine



Il y a bientôt 43 ans, le 13 mars 1977, Michel Rocard était élu maire de Conflans-Sainte-Honorine, dès le premier tour, à la surprise générale. Si son nom est resté associé à la ville, Michel Rocard a longtemps voyagé sur la carte avant de trouver un point de chute dans la capitale des bateliers. C'est la rencontre avec les militants locaux qui l'a convaincu. Pour lui se présenter à Conflans, c'est aussi relever le défi de prendre une ville à la droite. Le maire sortant Legrand n'est autre que le dauphin de Bérurier, élu maire aux lendemains de la guerre. Mais la droite locale ne résiste pas à la déferlante Rocard. Michel Rocard ne va cesser par la suite de vouloir faire de Conflans son « laboratoire », le centre d'expérimentation de l'autogestion, de la solidarité, de la concertation. Même à Matignon, il continuera à défendre sa ville, qu'il ne quittera qu'en 1995, transmettant le flambeau à Jean-Paul Huchon, qui était jusque là son premier adjoint.

Un parcours de rocardienne : Martine Michelland-Bidegain



J'ai un souvenir assez précis de mon « entrée en politique », en 1955, au début de la guerre d'Algérie. J'étais en hypokhâgne au lycée français de Londres, je m'étais abonnée à France Observateur et les chroniques, de Jean Daniel, Roger Stéphane, Claude Bourdet, Gilles Martinet, etc., fournissaient des arguments à mon anticolonialisme instinctif. A Sciences Po, je milite à l'UNEF où les « minos » (socialistes plus JEC) viennent de prendre le pouvoir : je vois défiler les présidents P.Y. Cossé, Freyssinet, Pierre Gaudez qui positionnent le mouvement étudiant en première ligne du combat anticolonialiste, pour la paix et l'indépendance de l'Algérie.

En troisième année, je fais un séjour en sanatorium étudiant et, de retour à Paris, en 1960 j'adhère au PSU : c'est Marc Heurgon qui me fait passer mon examen d'entrée au parti !

Mais je milite surtout dans le mouvement étudiant et, forte de mon expérience du système de santé étudiant, je me retrouve présidente nationale de la MNEF et enfin vice-présidente universitaire de l'UNEF.

Le programme de l'UNEF s'appuyait sur les principes de la charte de Grenoble (1946) : « *l'étudiant est un jeune travailleur intellectuel* » et nous revendiquions un salaire étudiant. J'avais la charge de ce dossier. Il fallait estimer le coût de ce programme en tenant compte des crédits d'impôts à récupérer sur les parents ! Complicé. On me dit : « *Tu devrais demander conseil au camarade Rocard. Il est inspecteur des finances, il pourra t'aider* ». Sitôt dit, sitôt fait. C'est ainsi que j'ai travaillé avec Michel pour la première fois. 57 ans plus tard, le salaire étudiant demeure une bonne idée.

Les Rencontres Socialistes de Grenoble sont le lieu où se forge l'idéologie de la deuxième gauche, avec Mendès France, la CFDT, le PSU. J'en suis la trésorière et les réunions d'organisation des colloques se tiennent souvent à la maison avec Marcel Gonin, secrétaire confédéral de la CFDT, Georges Lavau, Serge Mallet...

A la rencontre de Grenoble, le grand sujet, c'était le plan et le marché. Nous nous démarquions clairement des planificateurs communistes et nous tenions à l'écart la SFIO sans principes qui s'était compromise dans les guerres coloniales. Après sa présentation à Saint-Brieuc, une rencontre régionale se tint à Mourenx (Pyrénées-Atlantiques) autour du rapport de Michel Rocard : « *Décoloniser la Province* », véritable manifeste girondin, et eut un fort retentissement.

Malgré mai 68, la décennie 70 restait sous la domination de la droite. Le giscardisme apparaissait alors comme le porteur de la modernité. Michel

Rocard nous mobilisa pour ses deux campagnes électorales dans les Yvelines (73 et 78). J'étais sensée utiliser le carnet d'adresses de José, mon mari, pour collecter des fonds pour la campagne. Echec complet. J'ai découvert à cette occasion que les patrons n'aimaient pas du tout l'autogestion.

A cette époque, Michel, Michèle, Olivier et Loïc venaient chaque année dans notre maison du Pays Basque, à la Toussaint et aussi en juillet pour les fêtes de Pampelune, dont Michèle était une aficionada.

Tout le monde était détendu et joyeux mais politiquement, ce n'était pas la joie. Michel a démissionné du PSU devenu une secte gauchiste et rejoint le parti socialiste en 1974 avec une partie de ses troupes. Mitterrand lui avait bien expliqué que le parti n'était plus à prendre. 1978 : la gauche perd encore les législatives. Michel, à la télévision déclare : « *il n'y a pas de fatalité à l'échec de la gauche* ». Cette phrase marque le début de son ascension dans les sondages et la remobilisation de la gauche. Christian Blanc orchestrait tout cela depuis le local du 98, rue de l'Université.

En 1981, après la victoire de Mitterrand à la présidentielle, Michel est nommé ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire. Comme j'étais chargée de mission au commissariat du Plan, Michel me demande de rejoindre son cabinet comme conseiller technique. Je garde un très mauvais souvenir de ces vingt mois. Michel était dans un placard doré. Il décourageait tous les amis de la deuxième gauche qui lui proposaient leurs services. « Qu'on ne vous voie pas avec moi, cela va vous desservir dans votre carrière ! ». Tous les mercredis, de retour du conseil des Ministres, il menaçait de donner sa démission : « *On a encore dépensé 10 milliards, aujourd'hui. On va dans le mur !* ». Mais Huchon le retenait par la manche.

Quand Michel est parti au ministère de l'agriculture, j'ai été embauchée par le groupe Thomson. Lassée de voir mes idées toujours minoritaires, je me suis éloignée de la politique et j'ai été séduite par les entreprises. Plus tard, j'ai rejoint Christian Blanc à Air France. Et enfin j'ai été chargée de mission au ministère des finances par DSK et Christian Sautter pour la formation des cadres en vue de la réforme du ministère.

Martine MICHELLAND-BIDEGAIN

S'ABONNER

MODIFIER VOTRE ABONNEMENT

CONSULTER LES NUMÉROS PRÉCÉDENTS

SE DÉSINSCRIRE

Convictions est édité par l'Association MichelRocard.org. Directeur de la publication : Pierre Pringuet. Conception, réalisation et routage : APHANIA. Copyright : MichelRocard.org. Tous droits réservés. Conformément à la loi 2004-801 du 6 août 2004, modifiant la loi 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données vous concernant. Pour l'exercer, adressez-vous à Association MichelRocard.org (12 Cité Malesherbes - 75009 Paris) ou écrivez à contact-asso-michelrocard@alyas.aphania.com